

**Intervention de l'Ambassadeur Gilbert Laurin**

**Statement by Ambassador Gilbert Laurin**

**Délégué permanent du Canada à la 34e session  
de la Conférence générale de l'UNESCO**

**Permanent Delegate of Canada to UNESCO  
at the 34<sup>th</sup> General Conference**

**Paris, le 18 octobre 2007**

**Paris, 18 October 2007**

**Statement by Ambassador Gilbert Laurin**  
**Permanent Delegate of Canada to UNESCO**  
**at the Plenary Session of 34<sup>th</sup> General Conference**

**Paris, 18 October 2007**

Mister Chairperson of the General Conference,  
Director General, Excellencies, ladies and gentlemen,

Firstly, Mister Chairperson, let me congratulate you on your election as President of the 34th session of the General Conference.

I am honoured to be here among you for this very important General Conference. Not only will we be agreeing together on the budget for the upcoming biennium, but we will chart UNESCO's course for the next 6 years.

I would like to begin by thanking the Director General for his excellent intervention which highlighted what should be the priorities for this biennium.

Canada warmly congratulates the Director General for the reforms he has undertaken at UNESCO to date, especially in the context of the general reform of the United Nations. The reform of the UN, of its specialized agencies, and of its regional and national offices remains a priority for the Canadian government. We encourage the Director General to "stay the course", and assure him of our full support.

In particular, the active role played by UNESCO in the implementation of the "One UN concept" in 8 pilot countries presents the Organisation with a unique opportunity to review its methods of work, field operations, and programming.

The Director General has also mentioned the internal reforms at UNESCO. We are pleased to see that the Organisation will invest the resources needed to implement reforms in key areas such as management tools, personnel policy, greater coherence with the UN system and Africa. We welcome the efforts made to make better use of the resources at hand, where UNESCO has a clear mandate and where it can add value.

Nonetheless, we believe that we can do even better in the future. We can further concentrate our efforts within programmes. For us, budgetary rigour should lead to a greater prioritisation and a more rationale use of resources. We recognise the progress made towards Results Based Management in the Organization, and hope we will continue to develop a results-based approach through our discussions during the 2010-2011 biennium.

Mister Chairperson,

UNESCO and its member states have made Education for All an absolute priority. We believe that, thanks to its efforts as global coordinator of the Education for All movement, UNESCO has already put in place the first elements of an action plan for reinforced multilateral cooperation in the field. We must act with renewed vigour if we expect to reach the noble objectives we have set for ourselves.

With its new structure and the strategic focussing of resources on priority objectives, the Education Sector has found the necessary means to be the champion of Education for All. We have made progress, but we cannot rest on our laurels. Like the Director General, we believe that we must pursue reform in a vigorous and determined manner and encourage the new ADG, Mister Nicolas Burnett, to continue moving this process forward.

In the sciences, Canada supports the approach to building human and institutional capacities. While we believe that the emphasis on policy-oriented research is important, we consider that UNESCO should focus on capacity-building at country-level and should avoid the temptation to produce its own research papers and publications. We firmly supported the recommendations of the expert team on the Review of the two science programs, which, in our view, constituted a good basis for further reflection on the strategic reorientation of UNESCO's sciences programs.

Canada also welcomes UNESCO's renewed emphasis on free, independent and pluralistic communication, and universal access to information. These principles are important in and of themselves and in addition contribute to cultural diversity. It is necessary to be regularly reminded of these fundamental principles in an era of media concentration and technological convergence.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le Canada est en faveur du principe de la rotation au Conseil exécutif. C'est pourquoi nous ne sommes pas candidat cette année. Mais c'est aussi parce que nous voulons concentrer nos efforts sur la Convention pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles, qui est entrée en vigueur en 2007.

À ce sujet, le Canada est fier d'être l'hôte de la première session du Comité intergouvernemental pour la protection de la diversité des expressions culturelles, qui se tiendra à Ottawa, du 10 au 13 décembre 2007. Nous sommes convaincus que cette première session sera marquée par des avancées importantes en ce qui a trait aux directives opérationnelles relatives à la mise en œuvre de la Convention, notamment en ce qui concerne le Fonds international pour la diversité culturelle, la coopération internationale ainsi que le rôle et la participation de la société civile.

Le Gouvernement du Québec apportera également une contribution significative lors de cet événement. Comme le rappelait tout récemment le gouvernement canadien, le Canada est né en français. La présence de francophones dans tout le pays ainsi que la reconnaissance par le Parlement du Canada que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni, en sont un reflet éloquent. Notre contribution à la Conférence générale est enrichie par un partenariat accru entre les gouvernements du Canada et du Québec, puisque ce dernier participe désormais pleinement, formellement et directement à toutes les activités de l'UNESCO avec et via la délégation permanente du Canada.

L'année prochaine nous célébrerons le 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, dont le quartier historique est un site désigné du patrimoine mondial. Nous aurons d'ailleurs l'honneur d'accueillir la prochaine réunion du Comité du Patrimoine mondial en juillet 2008 à Québec. Le Comité du Patrimoine mondial accomplit un travail remarquable en protégeant les sites d'une « valeur exceptionnelle pour l'humanité ». Il le fera d'autant mieux, qu'il saura résister à la politisation croissante qui parfois a un impact sur ses travaux.

Et finalement, lors du dernier Sommet de la Francophonie à Bucarest, la France et le Canada se sont entendus pour organiser une journée internationale francophone de la bioéthique. Cette journée aura lieu dans le cadre du Sommet de la Francophonie qui se tiendra, lui aussi, à Québec en novembre 2008.

Nous espérons avoir le plaisir de vous accueillir en grand nombre dans les mois à venir.

Monsieur le Président,

La Délégation canadienne à cette 34e Conférence générale se compose de plusieurs partenaires qui ont en commun un engagement profond et sincère vis-à-vis du mandat et du travail de l'Organisation.

Je vous parlais précédemment du partenariat accru entre les gouvernements du Canada et du Québec. Mais la Délégation canadienne compte aussi parmi ses représentants notre dynamique Commission canadienne pour l'UNESCO, des membres de la société civile de même que nos deux jeunes délégués qui ont fait forte impression au Forum des jeunes la semaine dernière.

Le gouvernement que je représente veut apporter une contribution encore plus significative au plan international. C'est que l'engagement du Canada ne se situe pas seulement en fonction de ses intérêts propres, mais également - et surtout - en fonction des valeurs qui lui sont chères : la démocratie, la liberté, les droits de la personne et la primauté du droit. Ce sont les mêmes valeurs que l'on retrouve dans le Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous soulignerons l'anniversaire l'an prochain.

Je vous remercie.